



CAPACITÉ

CRITICAL ECOSYSTEM
PARTNERSHIP FUND

En quoi la conservation de la biodiversité profite aux communautés

Dans notre premier numéro de *Capacité* de l'année 2015, nous examinons comment la conservation de la biodiversité peut profiter aux communautés en montrant quelques-unes des multiples méthodes que les bénéficiaires de subventions du CEPF adoptent pour associer la conservation aux moyens d'existence et au bien-être humain.

Nos Coordonnateurs nationaux en République dominicaine et en Haïti partagent avec nous quelques exemples des synergies entre conservation et moyens d'existence tirées de leurs pays. Ainsi, une approche de développement communautaire intégré en matière de gestion des aires protégées a permis de changer les attitudes et les pratiques dans les communautés vivant dans la zone tampon du parc national de La Humeadora en République dominicaine. En Haïti, des régimes de compensation innovants, conjugués à d'autres initiatives ayant trait aux moyens d'existence, permettent de garantir la pérennité des initiatives de reboisement.

Dans la section « En bref », nous parlons du travail de trois organisations : le Environmental Awareness Group (EAG) à Antigua-et-Barbude, la Humboldt State University, basée aux États-Unis et Grupo Jaragua en République dominicaine. Le travail d'EAG montre comment la lutte contre les espèces exotiques envahissantes peut déboucher sur la restauration de l'habitat et sur un redressement dont le tourisme et les communautés peuvent directement tirer parti. Une étude par la Humboldt State University présente une argumentation convaincante en faveur du café d'ombre en démontrant que le revenu agricole des producteurs de l'ouest de la Jamaïque pourrait augmenter simplement du fait d'un accroissement du couvert de l'ordre de 5%. Grupo Jaragua s'efforce de rétablir la rentabilité de l'apiculture dans le sud de l'île d'Hispaniola dans le cadre d'une stratégie prônant une bonne gestion et la conservation des forêts en vue de soutenir les efforts de génération de revenus des communautés qui vivent à l'intérieur et à proximité des forêts. Vous pourrez lire la version intégrale des articles dans l'édition anglaise ou espagnole de *Capacité* 12.

Nous terminons ce bulletin en relatant une visite récente en Jamaïque par des membres du personnel de la Banque mondiale et du Secrétariat du CEPF. Comme toujours, nous espérons que vous trouverez ce numéro de *Capacité* informatif.

L'Equipe régionale de mise en œuvre (ERM) à CANARI

CAPACITÉ 12

mars 2015

Dans ce numéro:

- [Avec le peuple et pour le peuple – Expériences de conservation de la biodiversité en République dominicaine](#) 2
- [Projets CEPF en Haïti : un aperçu des retombées socio-économiques](#) 4
- [Des îles à l'abri des rats au profit de la biodiversité et de la population d'Antigua](#) 6
- [Oiseaux, arbres et cafés : Comment la biodiversité agricole peut se traduire en dollars et faire les beaux jours de l'ouest de la Jamaïque](#) 8
- [Promouvoir des moyens d'existence qui soutiennent la conservation de la biodiversité, la réserve de la Biosphère de Jaragua-Bahoruco-Enriquillo/Massif de la Selle](#) 10
- [CEPF : Renforcer la Fondation pour la conservation en Jamaïque](#) 12
- [Archives des numéros de Capacité](#) 14

Le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (*Critical Ecosystem Partnership Fund* – CEPF) est un programme conjoint de l'Agence française de développement, de Conservation International, l'Union européenne, le Fonds pour l'environnement mondial, le gouvernement du Japon, la Fondation MacArthur et la Banque mondiale.

Le programme fut lancé en août 2000 et depuis, a aidé la société civile dans ses efforts de conservation de la biodiversité dans 22 *hotspots*, à hauteur de 151 millions de dollars US de subventions. Le CEPF investit 6,9 millions de dollars US dans les îles des Caraïbes au cours d'une période de 5 ans (octobre 2010 – octobre 2015).

Avec le peuple et pour le peuple – Expériences de conservation de la biodiversité en République dominicaine

CRITICAL ECOSYSTEM
PARTNERSHIP FUND



- Leida Buglass, Coordonnatrice pays - République dominicaine, Équipe régionale de mise en œuvre

Environ 80% des projets soutenus par le Fonds de Partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF) en République dominicaine comportent des volets socioéconomiques conçus pour générer des avantages issus de la nature pour les communautés qui vivent à l'intérieur et à proximité des écosystèmes critiques et pour intégrer la conservation de la biodiversité à l'amélioration des moyens d'existence. C'est là un élément crucial pour les populations qui vivent dans des zones rurales marginalisées où la pauvreté et la dégradation des écosystèmes sont intimement liées. Les organisations de la société civile dominicaine (OSC) reconnaissent le lien entre les deux et, par conséquent, veillent à ce que leurs actions et leurs politiques aient pour élément moteur des objectifs communs de conservation de la biodiversité et d'amélioration des moyens d'existence.

Faire des avantages de la conservation une réalité concrète pour les communautés locales de La Humeadora

Dans le parc national du mont La Humeadora, les efforts de Fondo Pro Naturaleza (PRONATURA), en vue de stimuler la participation de la communauté et de promouvoir des modèles de gestion partagée entre la communauté et les autorités compétentes commencent, à porter leurs fruits. L'une des améliorations cruciales a été de changer les pratiques culturelles. Un projet de pépinière communautaire produit des plants d'essences d'arbres indigènes et prodigue des conseils techniques aux agriculteurs pour leur permettre de bonifier leurs sols et leurs cultures et pour régénérer les terres et les zones boisées.



Deux membres du personnel du parc national du Mont La Humeadora. P. Yaneris, ranger (à gauche) et Marcos Corporán, gérant. ©Leida Buglass

Jacobo de León, un agriculteur local, pratiquait jadis la méthode du brûlis pour préparer la terre à la culture de la coriandre longue (*Eryngium foetidum*) et de diverses cultures de rente. Mais grâce au projet de PRONATURA, lui et d'autres producteurs de la zone tampon de La Humeadora pratiquent désormais la foresterie analogue sur leurs parcelles, créant une architecture de biomasse à plusieurs niveaux qui reproduit la structure et le fonctionnement de la forêt d'origine. Jacobo n'a plus besoin de débroussailler la terre comme il le faisait auparavant et il plante désormais des essences d'arbres indigènes, comme des cèdres ou de l'acajou, à côté des arbres fruitiers. Cette nouvelle approche est lucrative. « En 2010, j'ai obtenu environ 3 500 pesos (78 dollars US) de la vente de mes récoltes. Désormais, je gagne 8 000 pesos (179 dollars) toutes les deux semaines et ma parcelle n'a pas encore atteint son maximum de production... » a expliqué Jacobo lorsqu'un groupe de visiteurs du Secrétariat du CEPF, de l'Agence Française de Développement (AFD) — l'un des sept bailleurs mondiaux du CEPF — des OSC, ainsi que des partenaires de conservation dominicains ont visité la région en décembre dernier. « Beaucoup de producteurs comme moi ont commencé à comprendre que la conservation de notre sol et de nos forêts revêt une importance vitale pour notre bien-être. » →

Les groupes communautaires ont aussi bénéficié de nouveaux partenariats avec d'autres OSC et avec des entités du secteur privé (comme l'Ademi Bank, qui apporte un soutien aux microentreprises et aux PME) qui ont non seulement contribué à renforcer les organisations communautaires, mais qui ont aussi débouché sur des initiatives qui améliorent la santé et le bien-être des familles locales, telles que la fourniture d'eau potables aux ménages.

Ces bienfaits concrets pour la population locale garantissent la durabilité du projet et soutiennent une gestion efficace et participative du parc national du mont La Humeadora. Le gérant du parc, Marcos Corporán, a constaté des changements remarquables. « En 2010-11, il y avait des brûlis partout dans le parc, » explique-t-il, « mais depuis le démarrage du projet, les feux ont diminué considérablement et les choses ont changé pour le mieux. »

Un autre signe de changement positif a été la réduction du braconnage moindre des poussins de perroquets et autres oiseaux. Le point de vue de P. Yaneris, ancien braconnier, devenu ranger, reflète le changement d'attitude au sein des communautés voisines de La Humeadora. « Les oiseaux et les arbres ont plus de valeur s'ils restent dans la forêt car ils y génèrent plus de bénéfices pour les populations et la forêt peut retrouver sa gloire d'antan, » explique-t-il.

Exploiter la filière du carbone et les marchés du bio

Il y a d'autres projets financés par le CEPF qui peuvent se targuer de résultats honorables pour les groupes communautaires. Le projet de Consorcio Ambiental Dominicano (CAD) visant à promouvoir « un financement durable et un établissement de réserves privées pour la conservation de la biodiversité » a réussi à attirer davantage de propriétaires pour qu'ils rallient Plan Vivo, un programme flexible de compensation des émissions de carbone au sein duquel les producteurs s'engagent à reboiser des pâturages avec des essences d'arbres indigènes. Ce modèle accorde beaucoup d'importance à l'amélioration des moyens d'existence et au développement des communautés, car il exige que 66 pour cent de la superficie totale du projet carbone soit géré par des petits producteurs. C'est une façon stratégique de promouvoir des partenariats équitables entre les grands et les petits propriétaires tout en augmentant la taille de la réserve privée de Zorzal. Par ailleurs, les agriculteurs augmentent les revenus qu'ils tirent de la vente de cacao issu de cette région car, grâce à cette initiative, le cacao de cette origine s'est vu décerner le label biologique. Le cacao biologique produit localement est aussi commercialisé sous le nom de *Choco-carbono* et il est promu comme étant un « commerce responsable et promis à un bel avenir ».



La protection des lieux d'hivernage de la grive de Bicknell (Catharus bicknelli) a engendré de nombreux bienfaits pour les communautés et les agriculteurs locaux. ©CAD

Associer la conservation et les moyens d'existence par le biais de l'écotourisme

Il existe aussi un certain nombre d'initiatives financées par le CEPF auxquelles participent les communautés dans le domaine de l'utilisation et la gestion durables de la biodiversité par le biais de l'écotourisme. Parmi eux figurent des projets mis en œuvre par la Sociedad Ornitológica de La Hispaniola (SOH) dans le parc national de Nalga de Maco et la Sierra de Bahoruco Ladera Norte ; par l'Instituto Dominicano de Desarrollo Integral, la Sociedad Ecologica de Paraiso et SOH dans le monument naturel de Padre Miguel D. Fuertes ; ainsi que par la Fundación José Delio Guzmán dans le parc national de la Valle Nuevo.

L'une des leçons tirées de ces projets relève du fait que les communautés locales sont tout à fait capables de comprendre les questions environnementales, telles que les impacts négatifs de la dégradation des terres et des forêts et leur pertinence pour leur propre vie et leur bien-être. Les membres des communautés sont désireux de travailler à la conservation des forêts et de la vie sauvage s'ils sont convaincus que ces éléments sont intrinsèquement liés à leur vie. Comme l'a observé Lali, un chef communautaire dans le parc national du Mont La Humeadora, « Nous aussi faisons partie intégrante de la biodiversité. » 

Projets CEPF en Haïti : un aperçu des retombées socio-économiques

- Paul Judex Edouarzin, Coordonnateur pays - Haïti,
Équipe régionale de mise en œuvre

CRITICAL ECOSYSTEM
PARTNERSHIP FUND

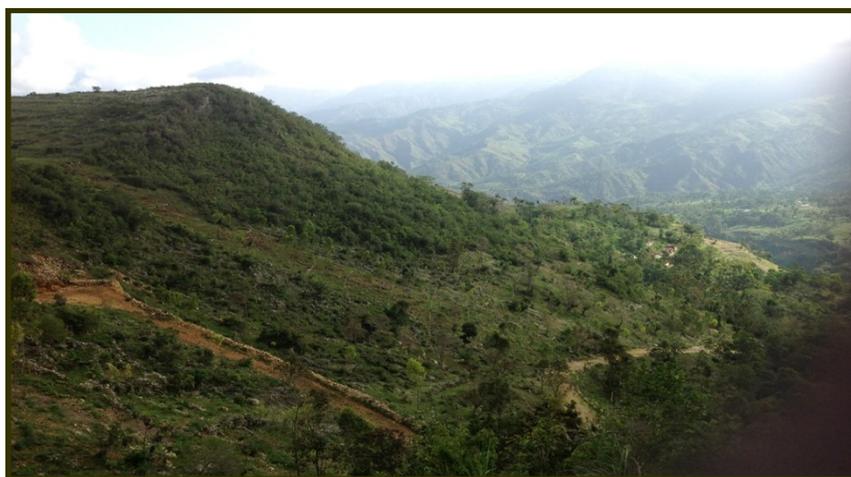


Depuis 2010, le Fonds de Partenariat pour les Ecosystèmes Critiques (CEPF) intervient dans la Caraïbe avec un focus ciblé sur trois pays : La Jamaïque, La République Dominicaine et Haïti. Les interventions du CEPF en Haïti ont spécialement mis l'emphase sur les communautés locales et ont touché différents aspects liés à la conservation de la biodiversité. En effet, à travers des organisations de la société civile locales, nationales, régionales ou internationales, le CEPF a apporté un appui soutenu dans la réalisation d'activités devant concourir à la préservation de la biodiversité. Celles-ci ont fondamentalement consisté au renforcement des capacités locales, à l'éducation et à la formation, la recherche scientifique, le reboisement, et la promotion d'alternatives socio-économiques durables.

Les organisations bénéficiaires des interventions du CEPF ont été nombreuses. Parmi celles-ci, on peut citer trois organisations qui mettent en œuvre des projets implantés dans des zones d'importance pour la conservation de la biodiversité et qui ont eu des retombées pour leur communauté respective.

AVS F: Restauration forestière diversifiée sur le bassin versant de la rivière Fonds-Melon dans le Sud-Est Haïtien

L'objectif de ce projet est d'œuvrer à la conservation de la biodiversité dans la localité de Fonds-Melon à travers des actions en faveur de la biodiversité dans les zones prioritaires comme l'amélioration et la diffusion des connaissances sur la biodiversité. Entre autres résultats, ce projet a permis la réalisation d'une étude sur les opportunités de paiement pour services environnementaux (PSE) permettant de financer le maintien à long terme des lots boisés mis en place dans le cadre du projet. Ce PSE est un système de compensation qui



Vue partielle du bassin versant de la rivière Fonds-Melon

©Paul Judex Edouarzin

consiste à donner une gratification aux ménages qui participent au mécanisme de suivi des plantes mises en terre. Le système de compensation est encore récent pour permettre de conclure sur son niveau de pertinence mais il ne fait pas de doute qu'il s'agit d'une bonne initiative qui favorisera à la fois la conservation des lots boisés et l'injection de cash dans les familles. A date, plus de 800 personnes ont pris part à ce système de compensation.

/→



Unité II Forêt des Pins, Mare-Rouge. Espace reboisé dans le cadre du projet CEPF
©Paul Judex Edouarzin

OPDFM : Mesures de support au Plan de Zonage de l'Unité II de la Forêt des Pins

Ce projet a pour principal objectif de contribuer à la restauration des écosystèmes de l'unité II de la Forêt des Pins notamment des pinèdes à travers la mise en œuvre du plan de gestion et des activités de sensibilisation, de renforcement des capacités et de reboisement. Ce projet est un modèle de réussite si l'on considère les différents résultats obtenus allant du nombre d'hectares de forêt reboisée, l'implication, la participation et l'appropriation des activités du projet par la communauté ainsi que le développement de partenariat entre le projet et différentes entités de la communauté et du gouvernement impliquées dans la conservation de la biodiversité. Sur le plan économique le projet a appuyé le développement d'activités économiques alternatives (petites parcelles maraîchères, valorisation de quelques Produits Forestiers Non-Ligneux, ...) en lien avec des activités respectueuses de l'environnement, pour la génération des revenus des familles paysannes. Au total, plus de 150 familles ont amélioré leurs revenus à partir du développement d'activités comme la mise en place des cultures maraîchères (poireau, chou, ...) et des PNFL. Une innovation particulière portée par cette initiative est la mise en défens de peuplements de Rak bwa (forêt de feuillus riche en biodiversité), identifiés stratégiques par l'Agence Nationale des Aires Protégées dans le cadre de contrats de protection conclus avec les exploitants/propriétaires à partir desquels ceux-ci ont aussi tiré des revenus.

IIF : Appui à la communauté locale de Anse-à-Pitres, Corridor de Conservation du Massif de la Selle, Haïti à créer une réserve municipale pour la conservation des Iguanes de Ricord (*Cyclura ricordii*)

Ce projet a pour principal objectif de créer une réserve municipale à Anse-à-pitres pour favoriser la conservation de l'espèce endémique et en danger critique *Cyclura ricordii*. A travers des activités de monitoring, de recherche, d'information et de formation, le projet a impliqué la communauté locale. En même temps, l'habitat de l'espèce étant en proie à des activités intensives de production de charbon, le projet a développé des initiatives créatrices de revenus alternatives notamment l'apiculture. Ainsi un atelier de formation en apiculture a été organisé pour des groupes locaux en vue de promouvoir cette activité économique. Plusieurs organisations y ont pris part. A ce stade, il est difficile d'évaluer l'impact économique réel de cette initiative qui est à sa phase initiale mais tout laisse croire qu'elle peut être à l'avenir une source de génération de revenus pour quelques familles de la région d'Anse-a-Pitres. 



Vue de la Forêt sèche de Boukara, Anse-à-Pitres, habitat du *Cyclura ricordii*
©Paul Judex Edouarzin

En bref...

Des îles à l'abri des rats au profit de la biodiversité et de la population d'Antigüe

– **Natalya Lawrence, Coordonnatrice, Programme de conservation des îles offshore, Environmental Awareness Group (EAG), Antigüe-et-Barbude**

En 2012, le programme de conservation des îles offshore (OICP) de l'Environmental Awareness Group à Antigüe-et-Barbude a reçu une subvention du Fonds de Partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF) afin de maintenir les îles à l'abri des rats au profit de la biodiversité et de la population locales. Le projet de deux ans né de cette subvention a profité aux populations locales de multiples façons, notamment en restaurant et en préservant des écosystèmes en bonne santé, qui sont inextricablement liés au bien-être humain, mais aussi en répondant aux besoins économiques de nombreux ménages des communautés côtières qui peuplent des îles offshore paradisiaques d'une incroyable richesse en faune sauvage, tout en renforçant les compétences et la confiance des écologistes locaux.



Le serpent Antiguan racer (*Alsophis antiguae*)

©Nick Hollands

Un secteur en particulier est bien placé pour récolter les bénéfices de nos efforts de conservation : celui du tourisme. Ces dernières années, le tourisme écologique, tout particulièrement le tourisme ornithologique, a pris de l'ampleur à Antigüe, notamment dans les îles de l'Aire de gestion marine du nord-est (NEMMA) – site de travail de l'OICP dans la zone clé pour la biodiversité (ZCB) des îles offshore. Les tout derniers chiffres des voyageurs font état d'environ 70 000 visiteurs par an, contre 17 000 au début du projet de conservation ARCP et 50 000 en 2011. La plupart de ces touristes paient plus de 100 dollars US pour venir passer deux ou trois heures sur une île offshore. Les îles les plus populaires sont celles où les rats ont été supprimés et qui arborent des écosystèmes florissants. Quatre autres îles ont été débarrassées de leurs rats durant la période de financement par le CEPF, ce qui a contribué à une hausse de 29 % de l'habitat restauré au sein de la NEMMA.

!→



Le volume élevé de trafic découlant des bateaux de croisière, des bénévoles de l'OICP, des agents de terrain, des biologistes et consultants a donné aux communautés vivant aux alentours de la NEMMA (généralement considérées comme à faible revenu) l'occasion de gagner de l'argent en proposant des biens et des services, y compris des produits d'épicerie, des repas, des services d'hébergement, de blanchisserie, des communications et des installations de stockage. Six voyageurs ont profité du projet du CEPF en désignant des membres de leur personnel pour assister à des ateliers et des rencontres qui leur ont permis d'enrichir leurs connaissances sur la NEMMA et sa faune sauvage. Certains des



Phaéton à bec rouge (Phaeton aethereus) en vol.

@Nick Hollands



Plus de 550 élèves ont visité la NEMMA à différents stades du projet financé par le CEPF entre juillet 2012 et août 2014. Dans bien des cas, c'était la première fois qu'ils prenaient le bateau ou qu'ils se rendaient sur une île offshore.

@Natalya Lawrence

voyagistes qui opèrent dans la NEMMA sont basés dans des communautés côtières et la plupart de leurs salariés sont originaires de ces communautés. Les pêcheurs ont aussi profité de la forte demande du marché local pour des excursions à la journée et des visites à la découverte des îles restaurées. Certains pêcheurs ont aussi décroché des contrats pour assurer les navettes des biologistes et des agents de terrain de l'OICP avec les îles offshore.

Le soutien du CEPF a également contribué à renforcer les compétences techniques de conservation et de gestion de la vie sauvage à Antigue-et-Barbude et dans d'autres endroits de la région. Les agents de terrain, les bénévoles et les biologistes de l'OICP ont pu améliorer leurs compétences et élargir la portée de leurs travaux grâce à des formations, un mentorat et des visites d'échange avec Sainte-Lucie. Sur la durée de la subvention du CEPF, la notation des capacités de l'Environmental Awareness Group, telle que mesurée par l'Outil de suivi de la société civile du CEPF, a fait un bond de 10 points, passant de 67 à 77,5. 

[Cliquez ici](#) pour lire l'article intégral en anglais dans la 12^e édition de Capacité.

En bref...

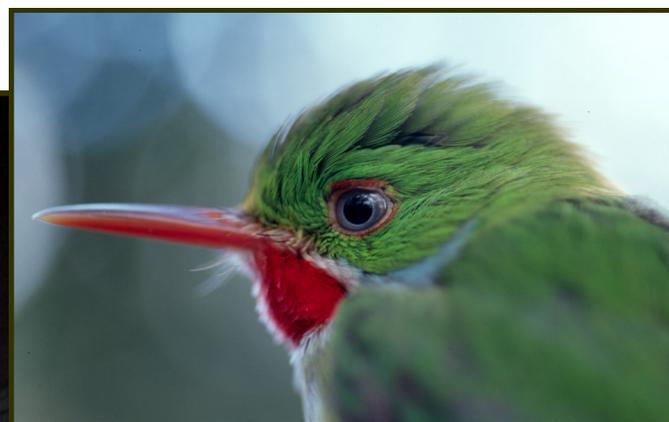
Oiseaux, arbres et caféiers : Comment la biodiversité agricole peut se traduire en dollars et faire les beaux jours de l'ouest de la Jamaïque

- *Matthew D. Johnson, Département de la faune sauvage, Humboldt State University*



Café de Jamaïque : une occasion de conjuguer les moyens d'existence de l'homme et l'habitat des oiseaux forestiers.

©Wendy Willis



Le todier de Jamaïque (Todus todus) est une espèce endémique d'oiseaux fréquemment rencontrée dans les plantations de café d'ombre dans l'ouest et le centre de la Jamaïque.

©Matt Johnson

plantation d'arbres d'ombrage natifs et attrayants pour la faune pouvait accroître la valeur des cultures en certains points des zones clés pour la biodiversité (ZCB) de Cockpit Country et Catadupa qui sont menacées par l'agriculture.

Nous avons effectué un recensement détaillé afin d'identifier sont les oiseaux insectivores qui se nourrissent dans les caféiers et de voir si leur nombre peut être augmenté en plantant des arbres d'ombrage. Nous avons également travaillé avec un modélisateur mathématique pour documenter en quoi les arbres d'ombrage et les forêts environnantes peuvent contribuer à lutter contre les ravageurs du caféier et ainsi accroître la production et, par conséquent, le revenu des agriculteurs. Notre étude nous a permis de conclure que même de modestes quantités d'arbres d'ombrage (ne serait-ce que 5% du couvert) peuvent donner lieu à une augmentation du revenu agricole. Certaines essences d'arbres, comme l'*Inga vera* (pois doux ou *panchok* en Jamaïque) et autres légumineux fixateurs d'azote, sont particulièrement attractives pour les oiseaux insectivores. Par conséquent, ces essences constituent des choix d'arbres d'ombrage judicieux car elles peuvent contribuer à préserver la fertilité du sol tout en apportant de l'ombre et en stimulant la lutte contre les ravageurs.

↳

Les conclusions de ce projet ont été présentées aux caféiculteurs de l'ouest de la Jamaïque en novembre 2013 et la Commission de l'industrie du café de Jamaïque a intensifié sa promotion du café d'ombre en se servant des messages tirés du projet. ☞

☞ Cliquez ici pour lire l'article intégral en anglais dans la 12^e édition de Capacité.



En novembre 2013, l'équipe a organisé un atelier à l'intention des producteurs afin d'échanger des informations sur les pratiques de cultures d'ombrage susceptibles de profiter à la fois aux oiseaux et à la production.

@Matt Johnson



← Les producteurs jamaïcains utilisent différentes espèces d'arbres d'ombrage dans leurs plantations de café. Ce projet a permis de découvrir que les arbres fixateurs d'azote, comme l'*Inga vera*, constituent un choix judicieux car ils attirent les oiseaux friands de ravageurs et contribuent à la fertilité du sol.

@Wendy Willis

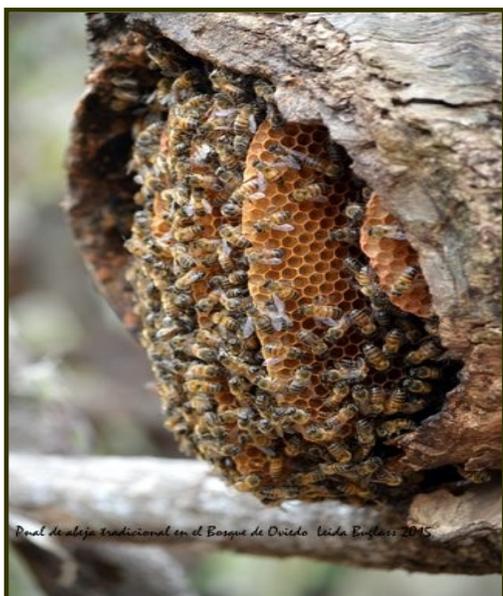
Le document qui décrit la simulation informatique montrant comment les caféiculteurs de Jamaïque peuvent améliorer leur récolte en plantant des arbres dans certaines de leurs plantations peut être téléchargé à partir du lien suivant : <http://www.pnas.org/content/111/16/6109.full>

En bref...

Promouvoir des moyens d'existence qui soutiennent la conservation de la biodiversité dans les communautés de la réserve de la Biosphère de Jaragua-Bahoruco-Enriquillo/Massif de la Selle



- Ernst Rupp, Coordonnateur de projet, Grupo Jaragua



Nid d'abeilles à Bosque de Oviedo, parc national de Jaragua, République dominicaine.
©Leida Buglass

D'un point de vue historique, le sud de l'île de Hispaniola a toujours été une importante région productrice de miel et de cire d'abeille grâce aux riches sources de pollen et de nectar que les abeilles trouvent dans les forêts de la région. Mais l'apiculture est sur le déclin du fait de l'élevage, de la monoculture à grande échelle et de l'agriculture de subsistance, mais aussi de la production de charbon de bois – autant d'activités non durables qui ont toutes contribué à la destruction de nombreux hectares de forêts dans la région. Afin d'y répondre, Grupo Jaragua, avec le concours financier du Fonds de Partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF), a mis sur pied un projet binational visant à réduire les pressions sur les forêts pour tenter de préserver la connectivité et la résilience des écosystèmes de la région. Le projet promeut l'apiculture en guise d'activité génératrice de revenu viable et compatible avec la conservation de la biodiversité et la santé des écosystèmes naturels. Il cible les communautés qui vivent à proximité du parc national de Jaragua dans la réserve de la Biosphère de Jaragua-Bahoruco-Enriquillo en République dominicaine et l'aire protégée

municipale d'Anse-à-Pitres en Haïti. Le premier site est important pour la survie de deux mammifères endémiques menacés — l'almiqui paradoxal (*Solenodon paradoxus*) et le hutia (*Plagiodontia aedium*) — tandis que le second est le seul refuge de l'espèce d'iguane de roche, *Cyclura ricordi*, gravement menacée d'extinction en Haïti.

↳



Ruches Langstroth à Bosque de Oviedo, parc national de Jaragua, République dominicaine.
©Leida Buglass

L'axe des travaux menés en République dominicaine porte sur l'amélioration de la qualité de la production de miel actuelle en incitant de nouvelles familles à pratiquer l'apiculture, alors qu'en Haïti, la stratégie consiste à introduire l'apiculture comme une alternative rentable à la production de charbon qui menace de détruire complètement les vestiges de forêt dans l'aire municipale protégée. Le travail de Grupo Jaragua à Anse-à-Pitres est très proche des travaux entrepris par le projet de International Iguana Foundation de « *Soutien à la communauté locale pour créer une réserve municipale de faune sauvage pour la conservation des iguanes de Ricord à Anse-à-Pitres dans le corridor de conservation du Massif de la Selle en Haïti* », projet qui est également soutenu par le CEPF. (Voir l'article associé sur ce projet en page 5.)



Ernst Rupp de Grupo Jaragua et des bénéficiaires du projet avec un modèle de ruche kényane. ©Leida Buglass

[Cliquez ici](#) pour lire l'article intégral en anglais dans la 12^e édition de Capacité.

CEPF : Renforcer la fondation pour la conservation en Jamaïque



– *Michele Zador, Directrice des subventions, Hotspot de la biodiversité des îles des Caraïbes, CEPF*

Le *hotspot* de la biodiversité des îles des Caraïbes est d'une telle diversité biologique et culturelle qu'il abrite une variété exceptionnelle d'écosystèmes et des douzaines d'espèces gravement menacées dans 290 zones clés pour la biodiversité (ZCB). Ces zones sont essentielles non seulement pour la biodiversité, mais aussi pour soutenir les communautés en leur procurant des services écosystémiques (accès à l'eau douce, air pur entre autres), en servant de base aux industries touristiques et de loisirs et en protégeant les communautés côtières des effets des orages.

Rien qu'en Jamaïque, il existe 38 ZCB. Les zones humides et les herbiers sous-marins de la ZCB de Portland Ridge & Bight abritent la plus grande zone de reproduction pour les poissons, les crustacés et les mollusques de l'île et ils assurent les moyens d'existence de 4 000 des 16 000 pêcheurs que compte la Jamaïque.

Grâce à son investissement au sein du *hotspot* de la biodiversité des îles des Caraïbes, qui a débuté en 2010, le CEPF a octroyé 14 subventions pour un montant total de 1,1 million de dollars US à des organisations de la société civile jamaïcaine. Ces subventions jouent un rôle important dans le renforcement des capacités en matière de conservation de la biodiversité au sein des communautés et des organisations locales de la société civile.



Afin de se faire sa propre idée des projets subventionnés par le CEPF et pour en savoir plus sur l'octroi de subventions du CEPF au sein du *hotspot*, le nouveau directeur exécutif du CEPF, Olivier Langrand, s'est rendu en Jamaïque du 10 au 18 février. Sara Thompson, chargée de programme auprès de la Banque mondiale, — l'un des sept bailleurs mondiaux du CEPF — a également participé à la mission de surveillance, en compagnie de Michele Zador, directrice des subventions du CEPF, et Nicole Brown, coordonnatrice nationale en Jamaïque pour l'Équipe régionale de mise en œuvre du CEPF.

↳

De gauche à droite : Sara Thompson, Spécialiste en appui au CEPF, Banque mondiale ; Michele Zador, Directrice des subventions, Hotspot de la biodiversité des îles des Caraïbes du CEPF ; et Olivier Langrand, Directeur exécutif du CEPF avec vue sur la ZCB de Portland Ridge et Bight.

© Conservation International/Olivier Langrand



Les zones humides et les herbiers sous-marins de la ZCB de Portland Ridge et Bight assurent les moyens d'existence de 4 000 des 16 000 pêcheurs que compte la Jamaïque.

©Conservation International/Olivier Langrand



Membres de l'équipe en visite d'exploration des sections du corridor de conservation/l'aire protégée de Portland Ridge et Bight avec des collègues de la Fondation pour la gestion des aires côtières caribéennes (C-CAM).

©Conservation International/Olivier Langrand

Le groupe s'est réuni à Kingston avec des représentants des principales agences gouvernementales, des membres du personnel des organisations bénéficiaires et des membres du Comité consultatif régional des îles des Caraïbes. L'équipe a également rendu visite à l'ambassade du Japon et à la Mission résidente de la Banque mondiale afin d'échanger des informations sur leurs programmes et identifier des opportunités de collaboration.

« Le travail du CEPF afin de mobiliser la société civile dans la région des Caraïbes continue d'être propice aux objectifs de conservation et aux communautés locales. Il est aussi important de noter que le CEPF a amorcé un dialogue avec les principales parties prenantes, y compris des agences gouvernementales, des organisations non gouvernementales, des groupes de la société civile et des groupes des communautés locales pour veiller à ce que tout le monde participe au dialogue sur la conservation, » a expliqué Sara Thompson.

Le groupe s'est également rendu sur des sites de projets du CEPF dans les ZCB de Portland Ridge, Hellshire Hills, Dolphin Head et Cockpit Country. En tout, le groupe a visité huit organisations ayant bénéficié d'un financement du CEPF : la Fondation pour la gestion des aires côtières caribéennes (C-CAM), le Partenariat CARIBSAVE, le Comité local de gestion forestière de Dolphin Head (LFMC), la Société bénévole du Comité de développement de la paroisse de Clarendon, le Jamaica Environmental Trust (JET), The Nature Conservancy (TNC), le Windsor Research Centre Limited et, à Trinidad, Michele Zador et Sara Thompson ont rencontré l'Institut Caraïbe des Ressources Naturelles (CANARI).

D'après Olivier Langrand, *« l'investissement du CEPF en Jamaïque a été déterminant : les communautés et les ONG locales ont reçu des financements pour mettre en œuvre des projets contribuant à la conservation des principaux écosystèmes naturels de Jamaïque, qui revêtent une importance vitale pour les moyens d'existence des populations. »* 

Archives des numéros de Capacité

[Numéro 1: juin 2012](#)

[Numéro 2: septembre 2012](#) Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 3: décembre 2012](#) Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 4: mars 2013](#) Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 5: juin 2013](#) Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 6: septembre 2013](#)

[Numéro 7: décembre 2013](#) Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 8: mars 2014](#) Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 9 : juin 2014](#) Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 10: septembre 2014](#) Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 11 : décembre 2014](#) Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

Vous avez la parole !

Toutes les organisations ayant obtenu une subvention sont invitées à nous faire part des progrès de leurs projets respectifs, qui seront publiés dans les prochains numéros de *Capacité*. N'hésitez pas à partager *Capacité* avec vos collègues et amis, et envoyez-nous vos commentaires sur ce numéro à l'adresse ci-dessous.

A propos de CANARI

L'Institut pour les ressources naturelles de la Caraïbe (*Caribbean Natural Resources Institute CANARI*) est une organisation à but non lucratif immatriculée à Sainte Lucie, St. Croix et Trinidad et Tobago. Le bureau se situe à Port of Spain, Trinidad, et l'Institut dispose du statut 501(c) (3) aux Etats-Unis et est reconnu d'utilité publique à Trinidad et Tobago.

Notre mission est de promouvoir et de faciliter une participation équitable et une collaboration effective dans le cadre de la gestion des ressources naturelles essentielles au développement des îles de la Caraïbe, de façon à ce que les populations bénéficient d'une meilleure qualité de vie et que les ressources naturelles soient conservées, par le biais de l'apprentissage par l'action, la recherche, le renforcement des capacités et la consolidation des partenariats régionaux.

CANARI travaille dans les îles de la Caraïbe mais les résultats de ses travaux de recherche sont souvent pertinents pour la région dans son ensemble. Nos programmes mettent l'accent sur la recherche, le partage et la dissémination des leçons apprises, le renforcement des capacités et la consolidation des partenariats régionaux.



Caribbean Natural
Resources Institute (CANARI)
Fernandes Business Centre
Building 7, Unit 8
Eastern Main Road, Laventille,
TRINIDAD

CEPF Caribbean Pour nous contacter :

Tel : (868) 626-6062

Fax : (868) 626-1558

Email : cepf-rit@canari.org

Page web : www.canari.org

